Escalade de la répression à Hong Kong : il est temps d'agir !

jeudi 15 août 2019, par ITUC (CSI) (Date de rédaction antérieure : 12 août 2019).

Après un nouveau week-end marqué par une recrudescence des violences policières à Hong Kong, il a été demandé à la CSI de mobiliser le mouvement syndical mondial en solidarité avec les syndicats revendiquant la liberté d'association et d'expression, la libération des manifestants arrêtés et l'ouverture d'une enquête indépendante concernant les violations des droits humains par la police.

Le secrétaire général de la Confédération des syndicats de Hong Kong, Lee Cheuk Yan, a adressé le message suivant à la CSI :
« Nous sommes maintenant dans une situation très critique. Nous demandons une intervention urgente de la communauté internationale pour condamner les violences policières et le gouvernement de Hong Kong, mettre un terme aux violations des droits humains fondamentaux et libérer les manifestants arrêtés. Le gouvernement devrait ouvrir une enquête indépendante et digne de foi, reconnue par la communauté, à propos des manifestations qui ont commencé au mois de juin. Cette initiative serait considérée comme un premier pas pour garantir aux citoyens de Hong Kong que leur gouvernement souhaite faire toute la lumière sur les violences policières et les violations des droits humains. »

La HKCTU a réitéré ses cinq revendications :
– abrogation définitive de la loi en matière d'extradition ;
– libération des manifestants arrêtés arbitrairement ;
– abandon du terme « émeute » utilisé par les autorités pour catégoriser les manifestations du 12 juin ;
– ouverture d'une enquête indépendante concernant les violences policières et les abus de pouvoir ; - instauration du suffrage universel.

Les brutalités policières sont en recrudescence, le droit à la liberté d'association est bafoué. Il s'agit d'une violation du PIDCP, dont Hong Kong est signataire, et d'une violation des Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.
Une répression démesurée a été déployée contre les manifestants pacifiques – plus de 500 jeunes et étudiants ayant participé aux rassemblements, ainsi que leurs sympathisants, ont été arrêtés depuis le mois de juin (le plus jeune étant âgé de 13 ans). Les manifestations ayant été qualifiées d'émeutes – définition fabriquée de toutes pièces –, les participants risquent de 5 à 14 ans de prison.

Ce week-end, la police a pris d'assaut deux stations de métro, lançant des gaz lacrymogènes et tirant des balles en caoutchouc à bout portant sur les jeunes sortant des rames ou empruntant les escaliers roulants. La police a utilisé du gaz poivre, plus d'un millier de grenades lacrymogènes – dont certaines ayant dépassé leur date d'expiration étaient deux fois plus dangereuses – et 500 balles en caoutchouc, visant le plus souvent la tête à bout portant.

Deux manifestants ont été gravement blessés aux yeux à la suite de tirs à bout portant et risquent de perdre la vue. Et ce week-end, une jeune manifestante a perdu la vue, victime d'un tir de gaz lacrymogène à l'œil droit.

Il s’agit d’un cas flagrant de non-intervention de la police, laquelle a autorisé 800 voyous à prendre d’assaut un gare de Yuen Long le 21 juillet pour s’attaquer aux manifestants.
Des faits similaires ont été signalés le 11 août à North Point et à nouveau à Yuen Long.
Les rapports laissent supposer que les policiers jouent également le rôle d’agents provocateurs, en se mêlant aux manifestants, habillés en civils, et en les incitant à la violence.
Le gouvernement de Hong Kong doit encore expliquer pourquoi la police et les forces anti-émeute mènent des actions sans présenter leurs documents d’identification ou porter un numéro de matricule sur leurs uniformes.
La liberté de la presse est également menacée : la fédération hongkongaise des journalistes fait état de plusieurs centaines de plaintes concernant des violences policières visant à entraver leur travail.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré :
« L’escalade sans cesse croissante de la violence policière témoigne d’un gouvernement hors de contrôle et peu soucieux de dialoguer avec ses citoyens, si ce n’est par la force. Une pression internationale est désormais nécessaire pour faire cesser les attaques visant directement les citoyens de Hong Kong, nombre d’entre eux étant des syndicalistes.
Nous appelons les syndicalistes du monde entier à faire pression sur leurs ambassades chinoises locales.
Nous collaborerons avec les fédérations syndicales mondiales pour mettre fin aux pressions exercées sur les employeurs de Hong Kong, tels que Cathay Pacific, subissant les pressions du gouvernement chinois pour sanctionner les employés qui exercent leur droit humain fondamental de manifester.
Nous sommes aux côtés de nos courageux camarades hongkongais, réclamant la fin des violences et le suffrage universel à Hong Kong. »

Le 12 août 2019

P.-S.

https://www.ituc-csi.org/escalade-de-la-repression-a-hong